

# Panorama de l'économie de la Martinique



# Présentation de l'IEDOM

# La banque centrale déléguée des DOM

## L'IEDOM est créée le 7 janvier 1959

- D'abord établissement public national, l'IEDOM est devenu société par actions simplifiées (SAS) filiale de la Banque de France le **1<sup>er</sup> janvier 2017**
- L'IEDOM agit au nom, pour le compte et sous l'autorité de Banque de France au sein de l'Eurosystème.
- L'IEDOM s'est 8 agences en outre-mer et un siège sociale à Paris



# Les missions de l'IEDOM: « 4S »

**Stratégie monétaire**

**Stabilité financière**

**Services à l'économie**

**Spécificités ultramarines**

# L'IEDOM à La Martinique

- 35 salariés
- 8 services dont:
  - **5 services opérationnels:**
    - Fiduciaire,
    - Entreprises,
    - Études,
    - Particuliers,
    - EDUCFI.
  - **3 services supports:**
    - Informatique,
    - Gestion-Comptabilité, Ressources Humaines,
    - Sécurité.



**L'agence se trouve  
1 boulevard du général de Gaulle  
97200 FORT-DE-FRANCE**

The background features a teal-colored overlay on the right side, which contains a detailed architectural drawing of a classical building facade with columns and a pediment. The left side of the image shows a light gray background with a complex, geometric pattern of concentric circles and lines, resembling a technical or architectural drawing.

# L'économie de la Martinique

# Une histoire et une géographie contrastées

Région monodépartementale

Superficie 1 128 km<sup>2</sup>

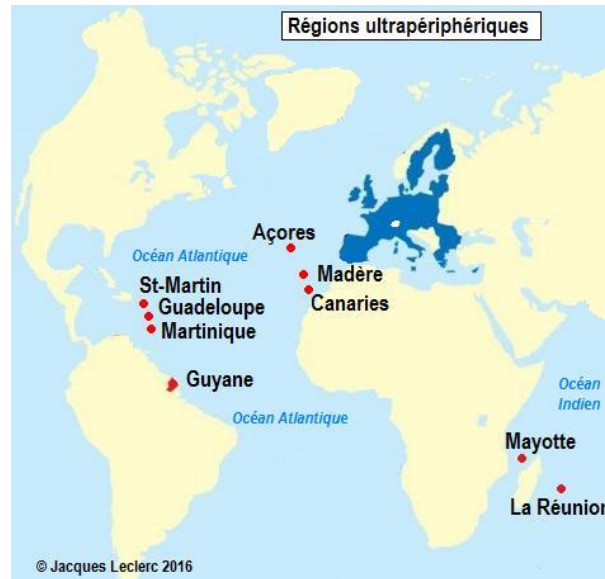
ZEE: 47 000 km<sup>2</sup>



# Une organisation institutionnelle spécifique

## Au sein de la France et de l'Union européenne

- 1946 : Département d'outre-mer (DOM)
- 1983 : Région
- 1997 : Région ultrapériphérique (9)
- 2003 : DROM
- 2015: Collectivité territoriale de Martinique



Les différents statuts des territoires outre-mer :

- (i) Guadeloupe, La Réunion et Mayotte : 3 départements et régions d'outre-mer régis par l'article 73
- (ii) La Guyane et la Martinique : 2 collectivités uniques régis par l'article 73
- (iii) Saint Barthélemy, Saint Martin, SPM, Wallis et Futuna, la Polynésie française régis par l'article 74 ;
- (iv) La Nouvelle-Calédonie régis par la loi organique de 1999

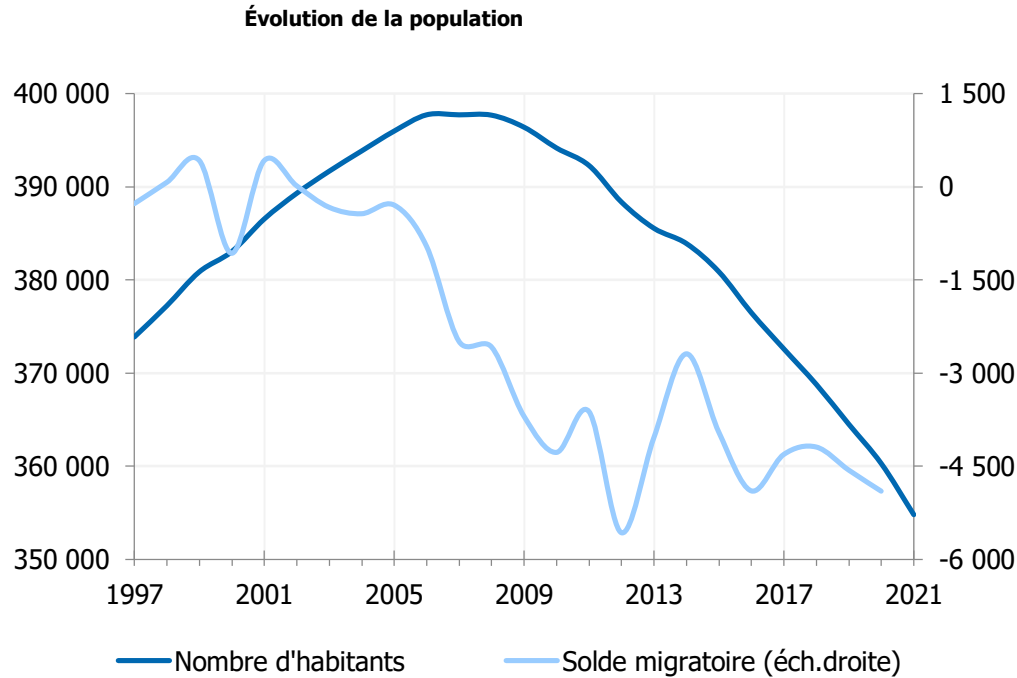
## Au sein de la caraïbe

- 1948** ● CEPALC (Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes) - organe de l'ONU  
44 membres | 13 États- associés | Membre associé depuis 2012
- 1973** ● CARICOM (Communauté caribéenne) - Organisation supra nationale  
15 membres | 5 États- associés | Non membre
- 1981** ● OECO (Organisation des États de la Caraïbe Orientale) - Organisation internationale intergouvernementale  
7 membres | 4 États- associés | Membre associé depuis 2016
- 1994** ● AEC (Association des États de la Caraïbe) - Association étatique  
25 membres | 8 États- associés | Membre associé depuis 2014



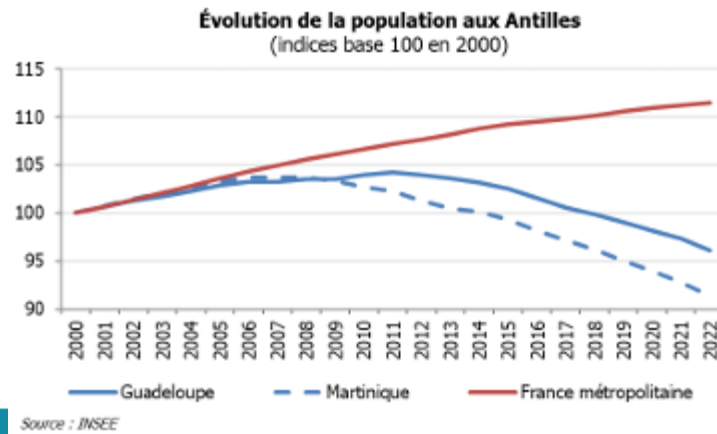
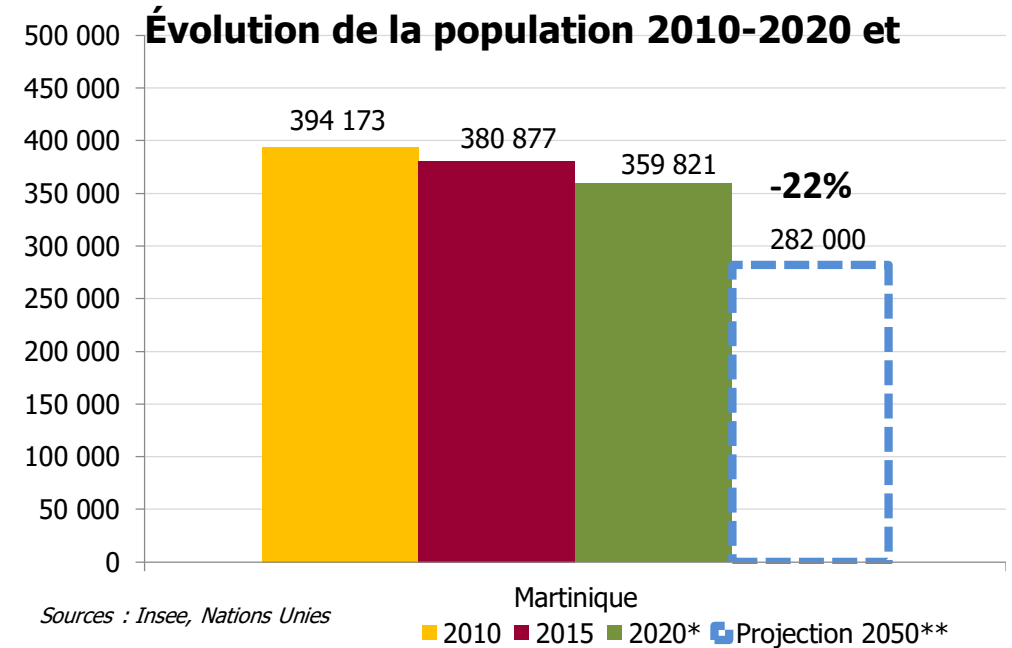


# Une démographie déclinante



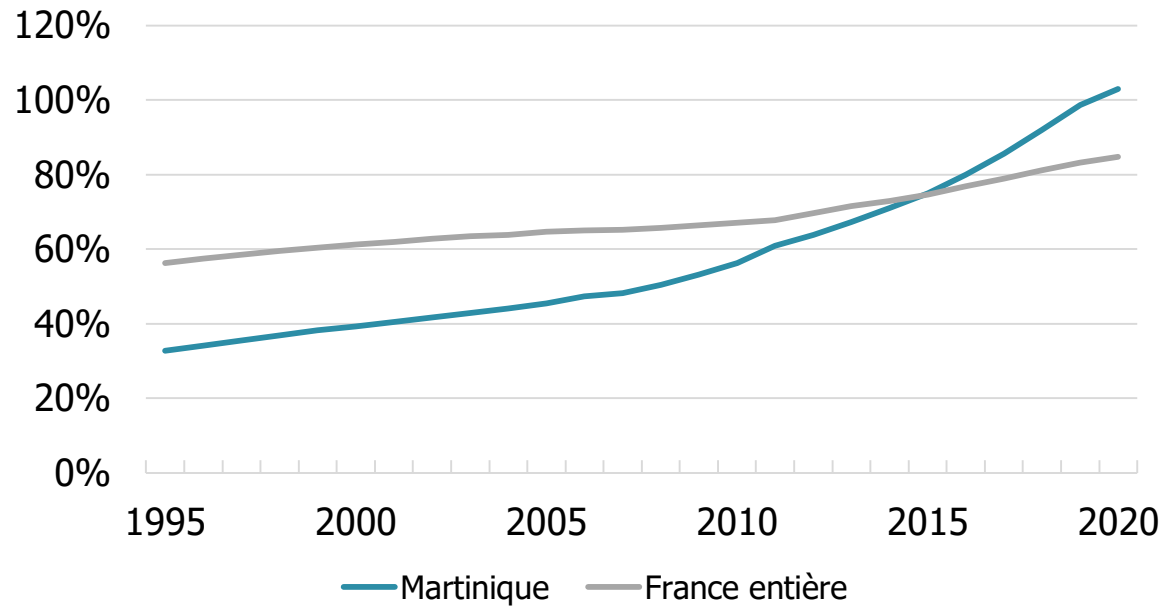
Source : Insee (recensements et estimations de population, état-civil)

Territoire en recul démographique (-10% en 10 ans)



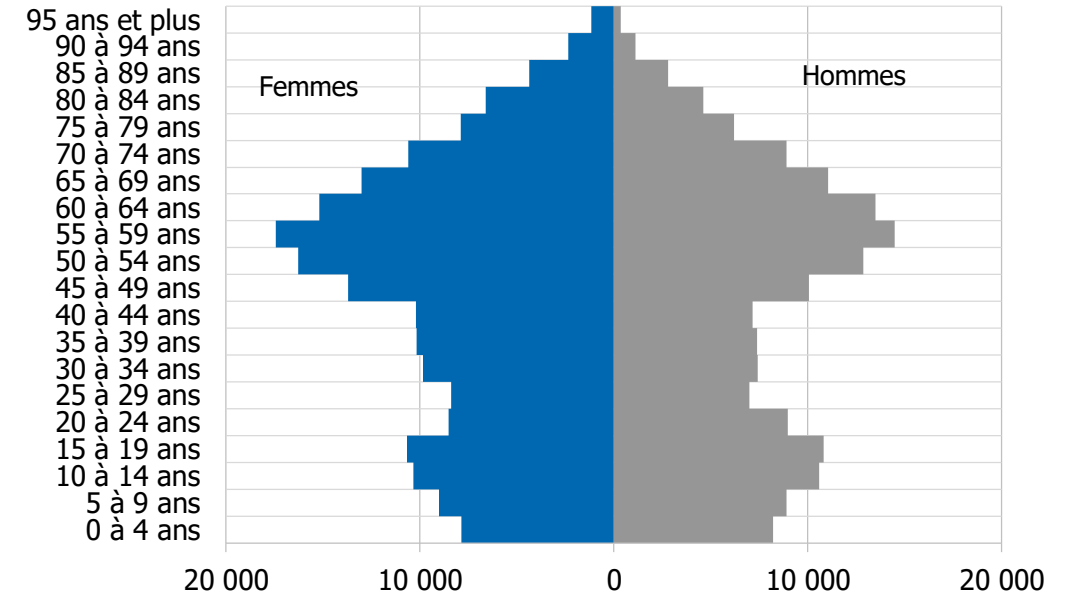
# Accompagné d'une vieillissement rapide de la population

## Indice de vieillissement de la population



Source : INSEE

## Pyramide des âges en 2021



Source : Insee

<sup>1</sup> Indice de vieillissement est le rapport entre le population âgée de 65 ans et plus et la population âgée de moins de 20 ans

# Des disparités marquées

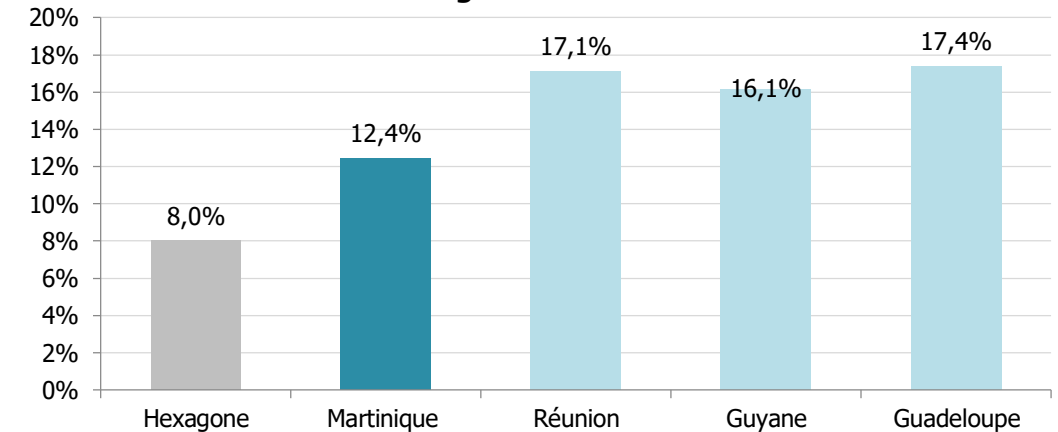
- Taux de chômage élevé (12,3%)
- Taux de pauvreté à 21 %
- Surreprésentation des foyers non imposables (64% contre 50% au niveau national)

Indicateur d'inégalité (indice de Gini)	
<b>Guadeloupe (2011)</b>	0,42
<b>Guyane (2011)</b>	0,42
<b>Martinique (2011)</b>	0,41
<b>Mayotte (2011)</b>	0,49
<b>La Réunion (2011)</b>	0,39
<b>Nouvelle-Calédonie (2008)</b>	0,42
<b>Polynésie française (2009)</b>	0,40
<b>Wallis-et-Futuna (2008)</b>	0,50
<b>France métropolitaine (2015)</b>	<b>0,29</b>

Note : L'indice de Gini vaut 0 pour une répartition parfaitement égalitaire et 1 pour une répartition totalement inégalitaire, où tous les revenus sont détenus par une seule personne.

Sources : ISPF, ISEE, Eurostat, AFD

Taux de chômage<sup>1</sup> au sens du BIT en 2020



Source : INSEE, Enquête emploi en continu 2020

# Malgré un rattrapage

## PIB régional par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) en 2020

	En montant SPA	En % par rapport à la France entière
Guadeloupe	20 800	66%
Guyane	13 800	44%
Martinique	22 600	72%
La Réunion	20 300	65%
Mayotte	8 900	28%
Picardie	22 700	73%
Lorraine	22 300	71%
Corse	23 400	75%
<b>France entière</b>	<b>31 300</b>	<b>100%</b>

Source: Eurostat

## Taux de réussite au baccalauréat en 2021

(toutes filières : générales, technologiques, professionnelles)

Guadeloupe	93,8%
Guyane	84,0%
Martinique	93,1%
La Réunion	92,5%
Mayotte	77,0%
Nouvelle-Calédonie	85,7%
Polynésie française	89,2%
Wallis-et-Futuna	93,0%
<b>France entière</b>	<b>93,7%</b>

Sources : Insee, Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, Vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie, Académie de Polynésie française, Vice-rectorat de Wallis-et-Futuna

## Espérance de vie à la naissance en 2021 (ans)

	Femmes	Hommes
Guadeloupe	79,9	72,9
Guyane	80,0	72,7
Martinique	81,4	74,0
La Réunion	83,4	76,7
Mayotte	73,9	72,5
Nouvelle-Calédonie (2019)	80,6	74,5
Polynésie française	76,3	71,5
Wallis-et-Futuna (2018)	78,9	68,1
<b>France métropolitaine</b>	<b>85,5</b>	<b>79,4</b>

Sources : INSEE, ISEE, ISPF, STSEE

## Densité de médecins en 2018

(pour 100 000 habitants)

	Généralistes	Spécialistes
Guadeloupe	147	143
Guyane	131	87
Martinique	141	150
La Réunion	165	160
Mayotte	48	32
Nouvelle-Calédonie	117	114
Polynésie française (2017)	85,5	n.d.
Wallis-et-Futuna (2017)	15,9	n.d.
<b>France métropolitaine</b>	<b>153</b>	<b>185</b>

Sources : INSEE, DREES, DASS-NC, Conseil national des médecins

# Des prix plus élevés et une réglementation spécifique

- Des prix plus élevés qu'en Hexagone  
(+12% en global / +38% sur l'alimentation)
- OPMR (2007)
- Bouclier Qualité Prix
- -Prix carburant et gaz règlementés
- Fiscalité spécifique : réduction cotisation impôt, TVA spécifique, zone franche d'activité, octroi de mer, défiscalisation

Écarts de prix entre l'Outre-mer et la métropole en 2015 (en %)

	Panier métropolitain en Outre-mer	Panier outre-mer en métropole	Indice de Fisher
<b>Guadeloupe</b>	<b>17,0</b>	-7,5	12,5
<b>Guyane</b>	<b>16,2</b>	-6,8	11,6
<b>Martinique</b>	<b>17,1</b>	-7,1	12,3
<b>Mayotte</b>	<b>16,7</b>	2,0	6,9
<b>La Réunion</b>	<b>10,6</b>	-3,6	7,1
<b>Polynésie française (2016)</b>	<b>55,0</b>	-19,0	38,5
<b>Nouvelle-Calédonie</b>	<b>44,1</b>	-18,5	33,0

Lecture : en prenant comme référence le panier de consommation des ménages de métropole, les prix en Martinique étaient en moyenne supérieurs de 17,1 % à ceux en métropole. En prenant comme référence le panier martiniquais, les prix en métropole étaient inférieurs de 7,1 % à ceux en Martinique. L'écart de prix de Fisher, moyenne géométrique des deux écarts, tient compte de l'adaptation des habitudes de consommation des ménages qui changeraient de territoire. Cet écart montre que les prix sont globalement supérieurs de 12,3 % en Martinique par rapport à ceux en métropole.

Sources : Enquêtes de comparaison spatiale de prix de l'INSEE, l'ISEE et l'ISPF

# Une sur représentation du secteur public

## Taux d'administration de la fonction publique

	2010	2019	TCAM 2019/2010
Corse	78,0	81,0	0,4%
Île de France	83,0	82,0	-0,1%
Pays de la Loire	63,6	64,6	0,2%
Hexagone (yc Corse)	72,1	73,0	0,1%
DOM (hors Mayotte)	83,1	89,6	0,8%
Guadeloupe	86,6	95,3	1,1%
Martinique	94,1	101,1	0,8%

Source : FIPECO

## Nombre de fonctionnaires territoriaux pour 1 000 habitants en 2019

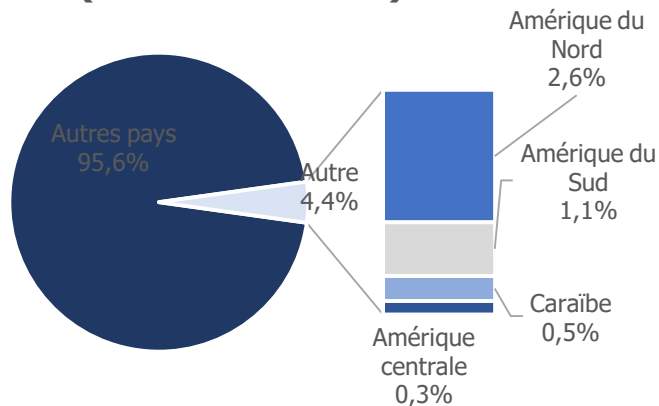
Martinique	42,4
France hors DOM	26,4
DOM	37,2
Grand-Est	20,9

Source: rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2021

# Une forte dépendance aux importations et un déficit commercial structurel

- Importations : 2,3 Mds €
- Exportations : 0,2 Mds €
- Taux de couverture < 10%

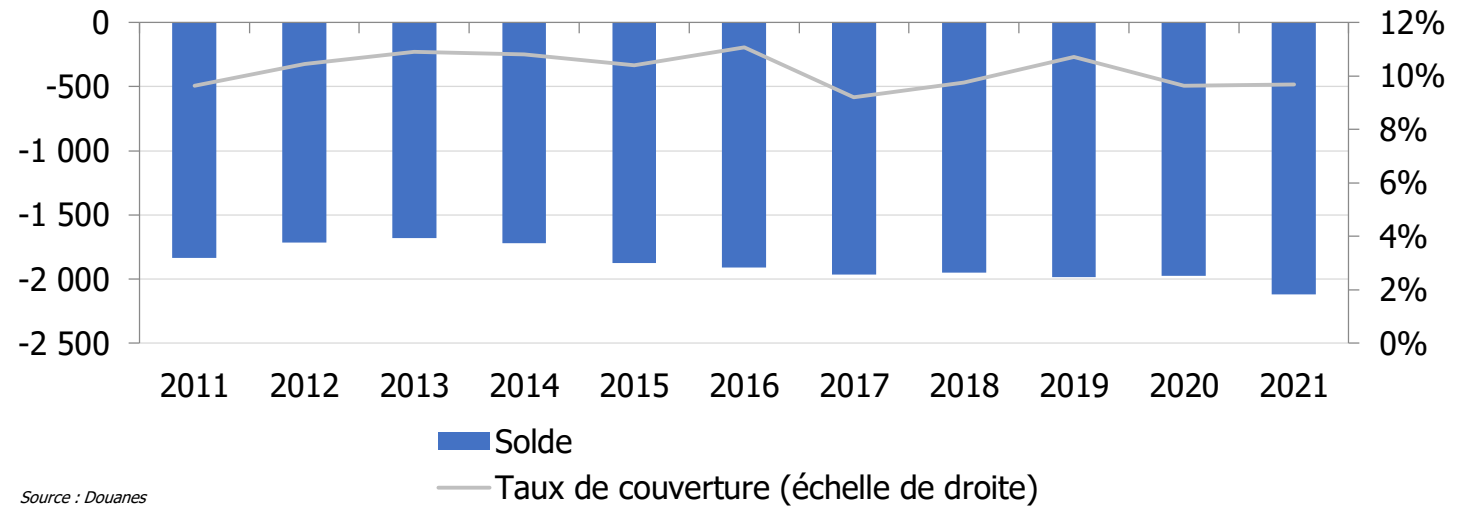
## Les importations de la Martinique (les fournisseurs)



Source : Douanes

## Solde des échanges extérieurs de biens (hors produits pétroliers)

(en millions d'euros et en %)



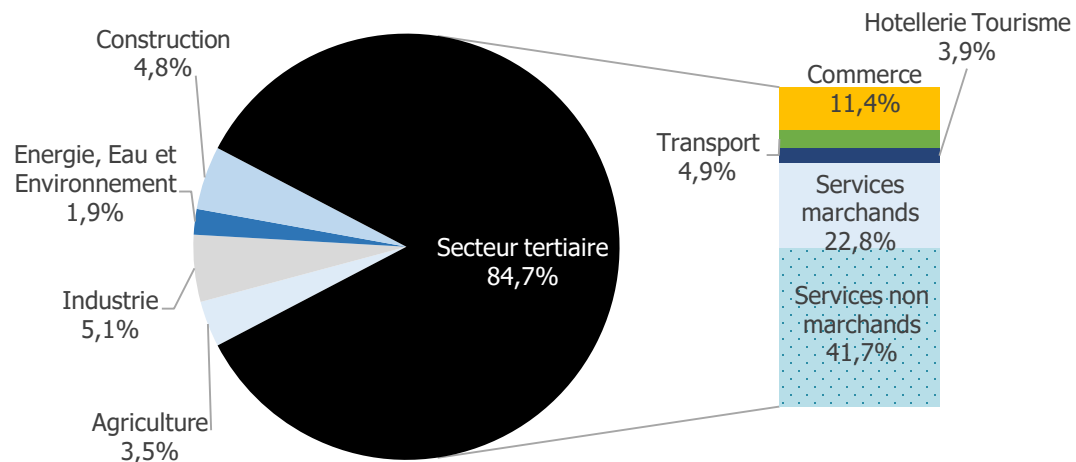
Source : Douanes

# Une économie caractérisée par la prédominance du secteur tertiaire

**Plus de 80% de l'emploi salarié**

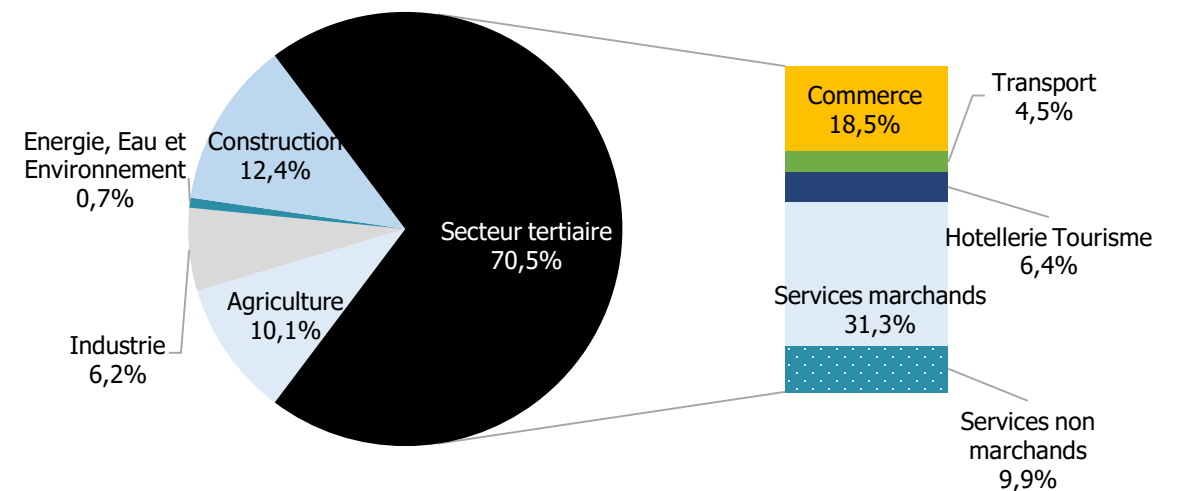
**70% des entreprises**

**Emploi salarié (en %, données 2020)**



Source : Insee - Estimations d'emploi

**Nombre d'entreprises (en %, données 2019)**



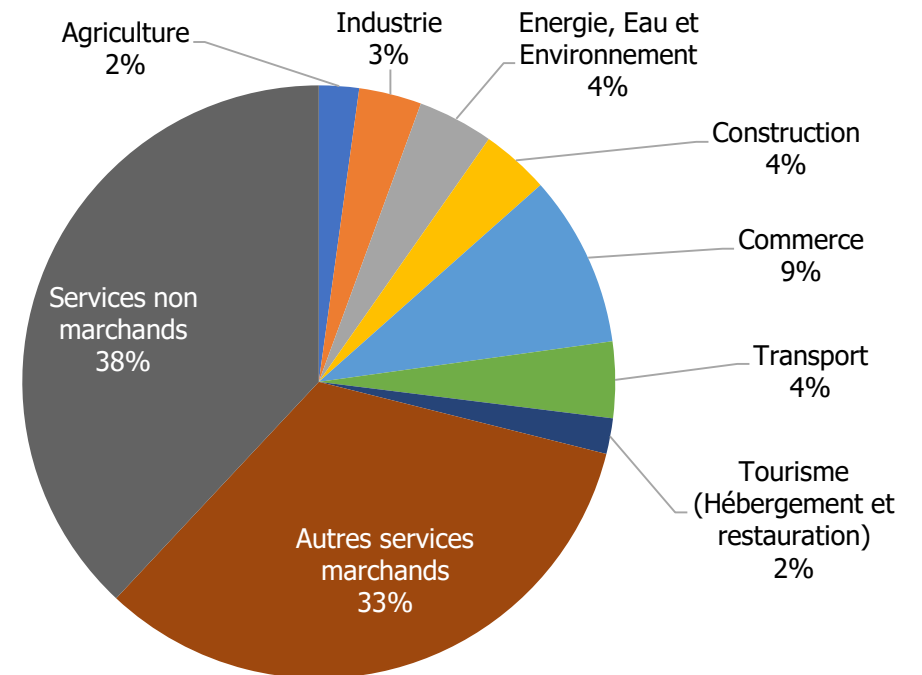
Source : Insee - REE



## Une économie fortement tertiarisée

- Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) représente 89 % de la richesse produite (79 % en Hexagone).
- La part des services non marchands est particulièrement importante, en lien avec le poids des services publics dans l'économie locale (38 % de la VA contre 22 % en France).
- Un tissu économique composé très majoritairement de petites entreprises: 96% de TPE.

### Répartition de la valeur ajoutée par secteur



Source: Insee, Comptes définitifs 2018 (Base 2014)

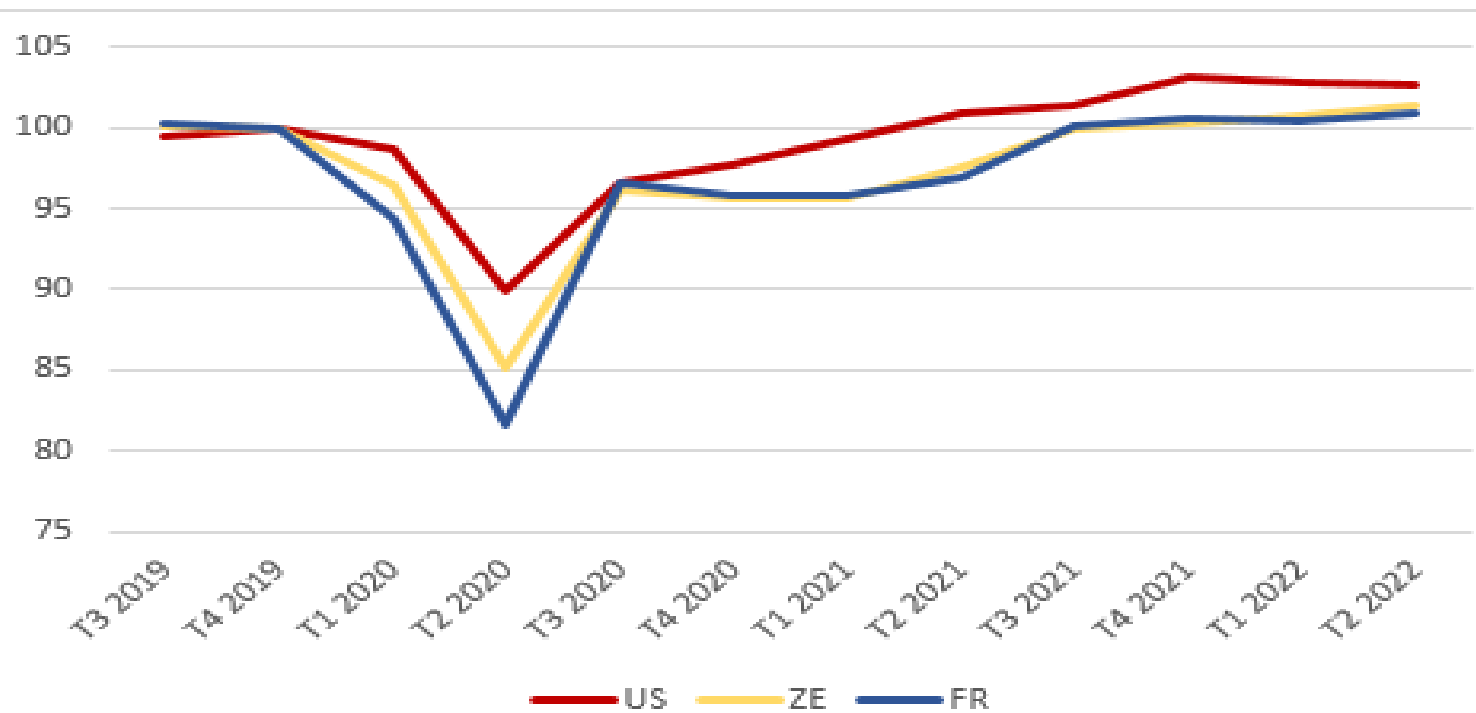
The background features a complex, layered architectural or technical drawing. On the left, there are concentric circles and hexagonal patterns. On the right, there are more intricate, grid-like structures. A large teal rectangular area is overlaid on the right side of the image, containing the main title.

# La conjoncture internationale

# Un choc mondial de la crise Covid suivi d'un rebond

## PIB en volume

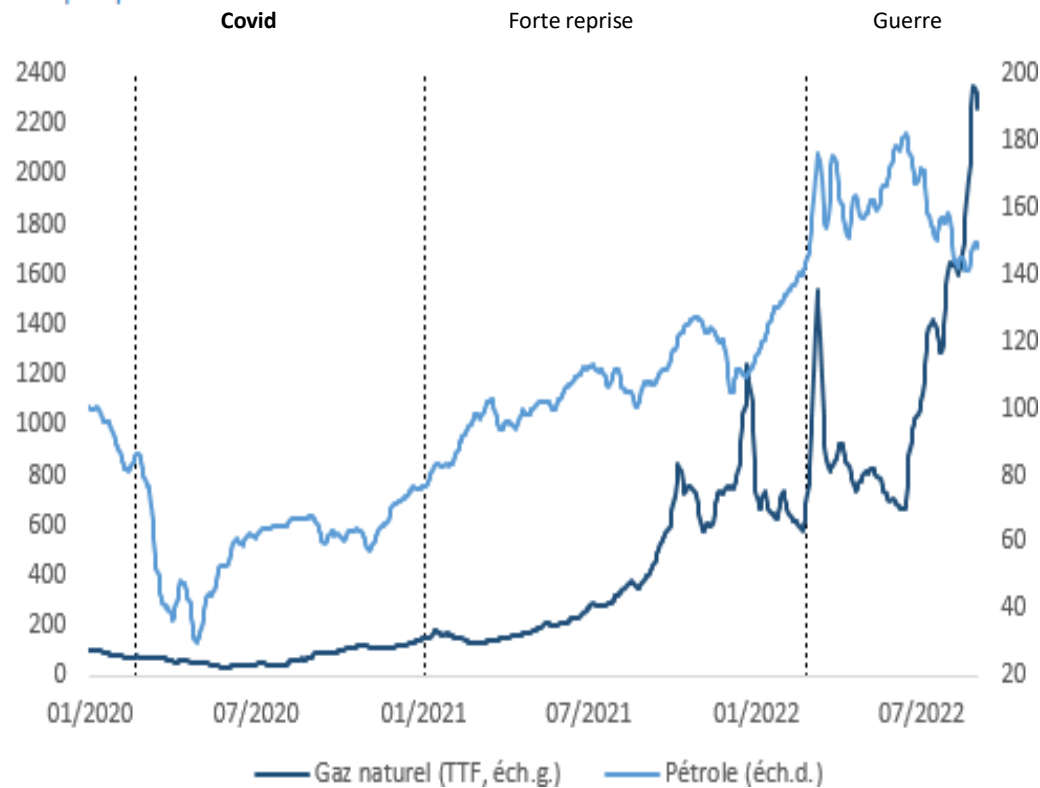
base 100 = T4 2019



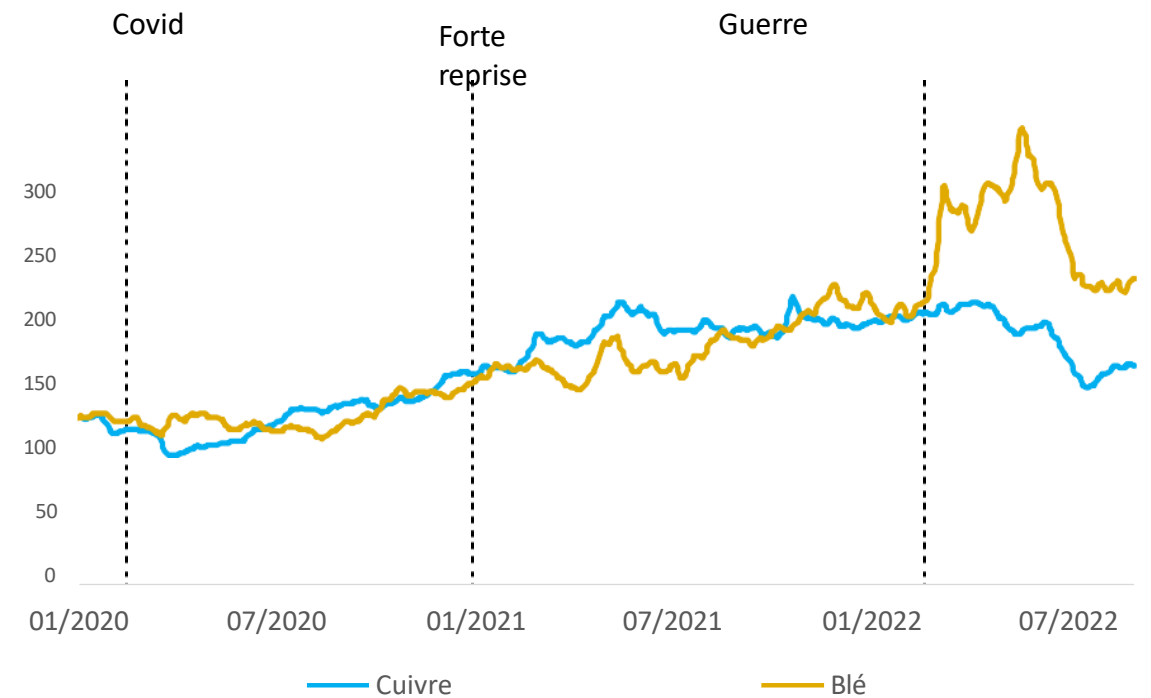
Au 1<sup>er</sup> semestre 2022, le dynamisme de la reprise a été affecté par le déclenchement de la guerre en Ukraine.

# Un double choc sur certains prix : rebond mondial post Covid et crise en Ukraine

Graphique 19 Cours des combustibles fossiles



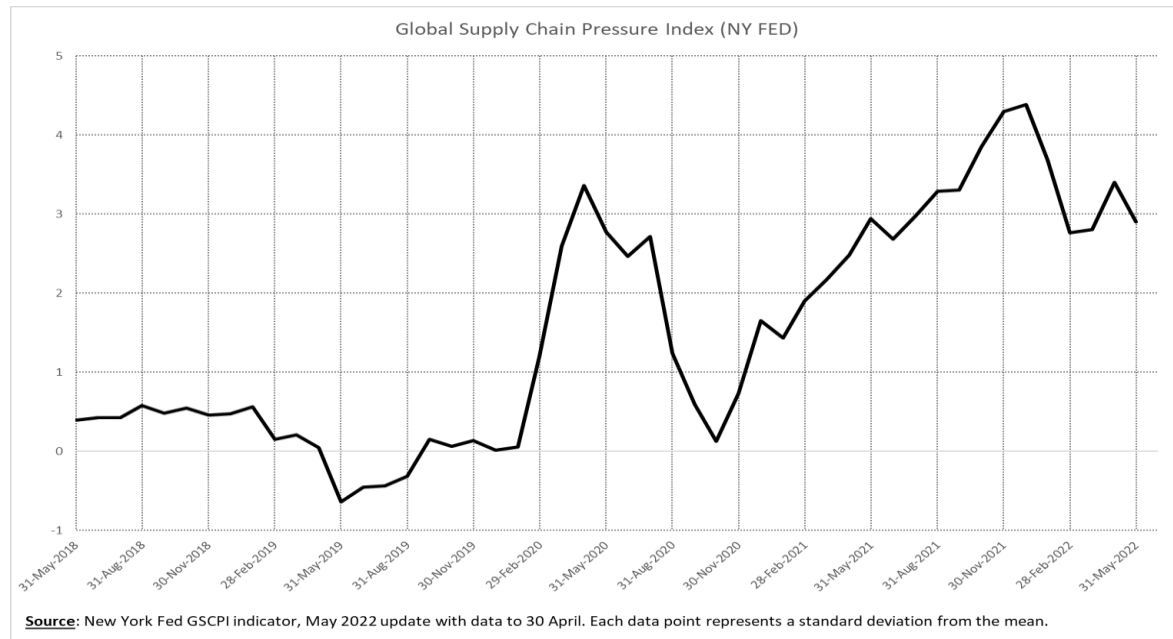
Indices des prix des matières agricoles et métaux industriels



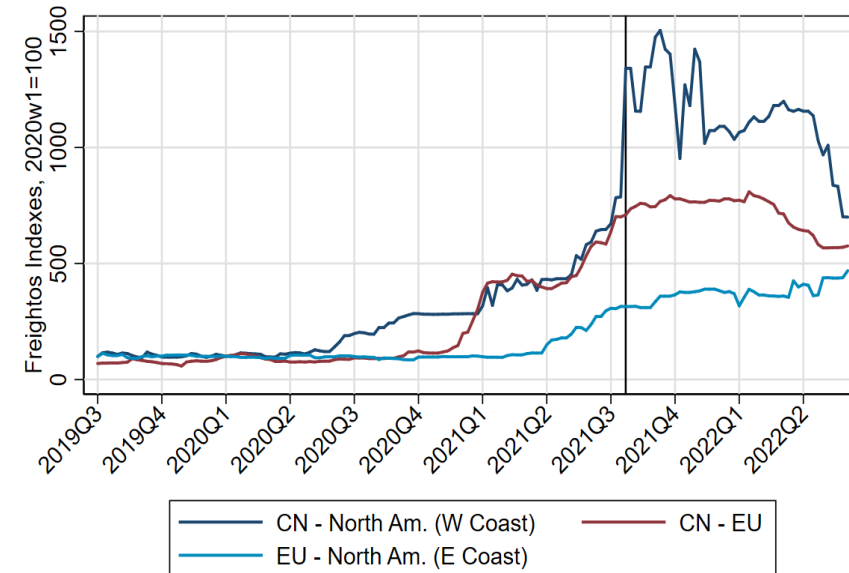
# Des tensions sur les approvisionnements

**FED NY Global Supply Chain Pressure Index (GSCPI)** – données au 31 mai 2022

Ordonnées : écart-type par rapport à la valeur moyenne



## Coûts de transport maritime

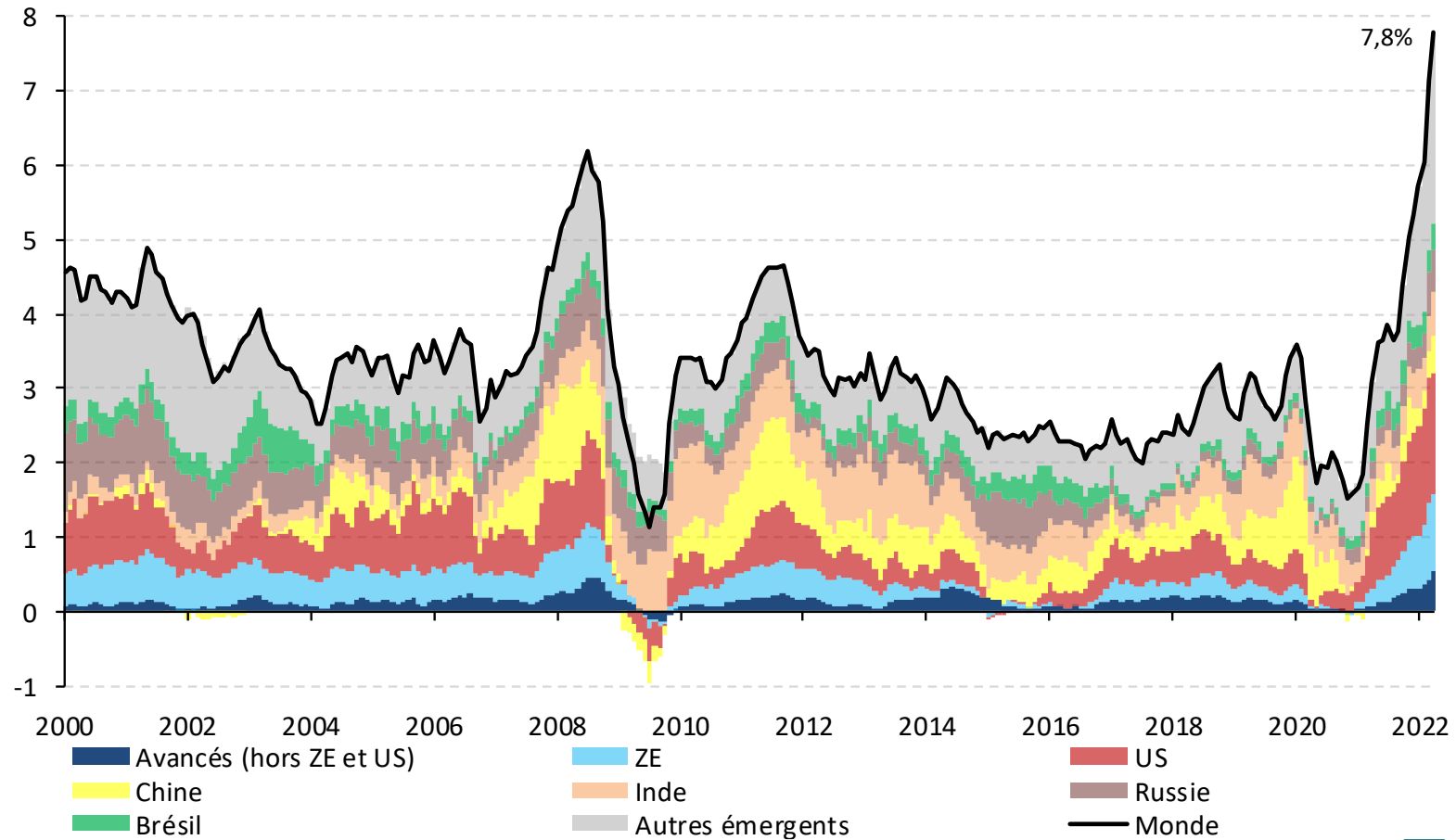


Weekly data, last data point: June 10th. The labels on the horizontal axis refer to the first week of each quarter. The vertical black line in July 2021 indicates a change in methodology in the calculation of the China-North America index that led to the sudden increase in that week

# Un choc inflationniste mondial

## Inflation mondiale

Sources : OCDE, FMI, calculs BdF ; Dernière données : avril 2022



# En Métropole également mais moins qu'ailleurs

En août 2022, l'inflation a atteint **+6,5 %** en France selon l'indice harmonisé IPCH, **+5,8 %** selon l'indice IPC\*

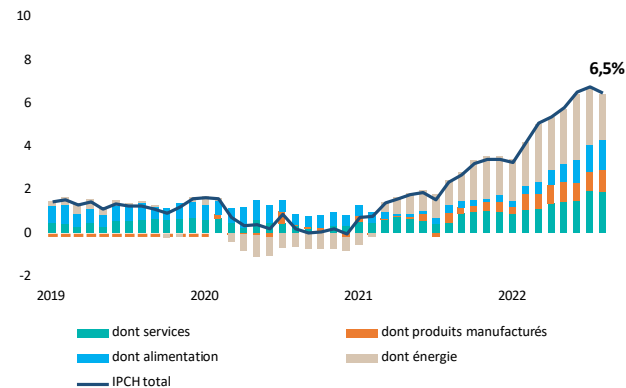
Ce niveau **trop élevé** reste néanmoins le plus bas de la zone euro (**moyenne de la zone euro à + 9,1 %**), grâce notamment au bouclier tarifaire.

En août 2022, l'inflation de la zone euro a encore été marquée par une **forte dispersion**

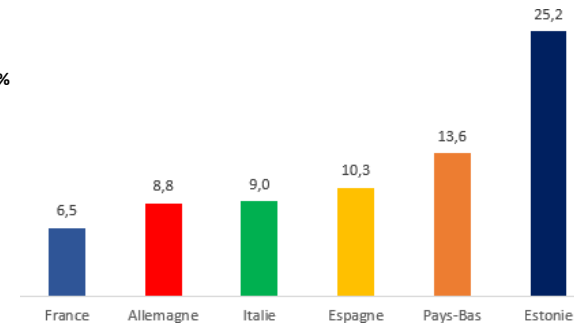
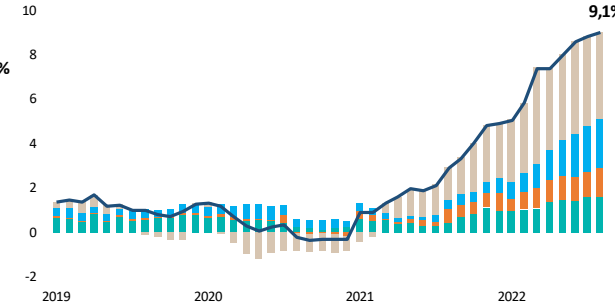
Graphique 1 Inflation et composantes

(en %, en glissement annuel)

a) En France



b) En zone euro



➤ après une décennie en-dessous de l'objectif de 2 %, la hausse des prix connaît une forte accélération

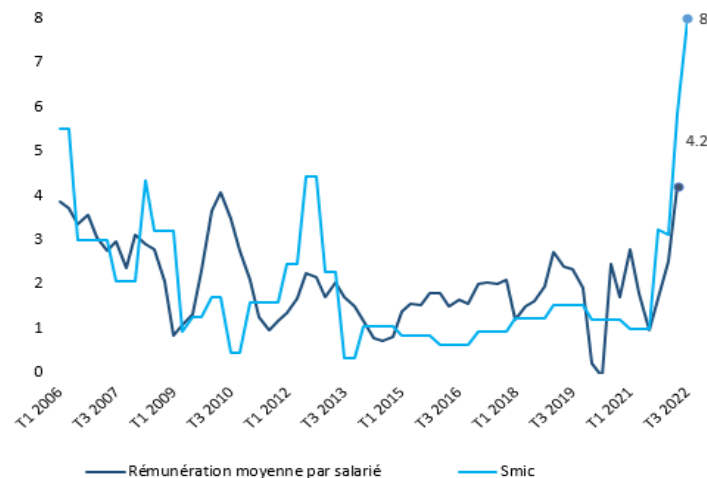
Une inflation désormais également plus « interne », plus « large », qui va se maintenir à un niveau élevé sous l'effet des chocs sur le prix du gaz

# Des impacts sur les entreprises et les ménages

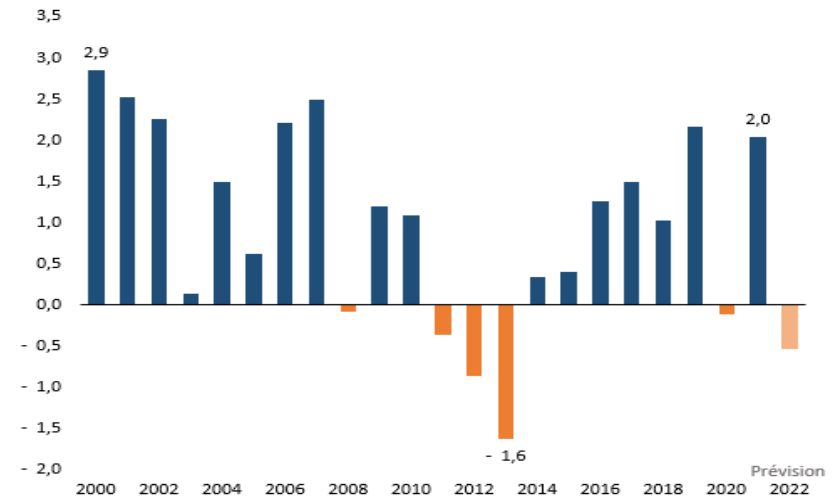
- La rémunération moyenne par salarié (y.c. bonus, primes, heures supplémentaires etc.) croît de 4,2 % en glissement annuel au 2<sup>e</sup> trimestre 2022. Selon nos premières estimations, elle continuerait à accélérer dans les prochains trimestres pour atteindre un pic proche de 6 % mi-2023.
- Mais à ce stade, pas d'enclenchement d'une spirale prix-salaires.

- Les ménages sont inégalement touchés par l'inflation.
- Ils ressentent néanmoins fortement la perte moyenne de pouvoir d'achat début 2022. Après plusieurs années de hausse significative, le pouvoir d'achat moyen serait impacté sur 2022.
- Le recul de pouvoir d'achat semble nettement plus marqué dans le reste de la zone euro et au Royaume-Uni

Graphique 5 Évolution du Smic et de la rémunération moyenne par salarié en France (glissement annuel, en %)



Graphique 4 Évolution du pouvoir d'achat par habitant en France (en %, moyenne annuelle)



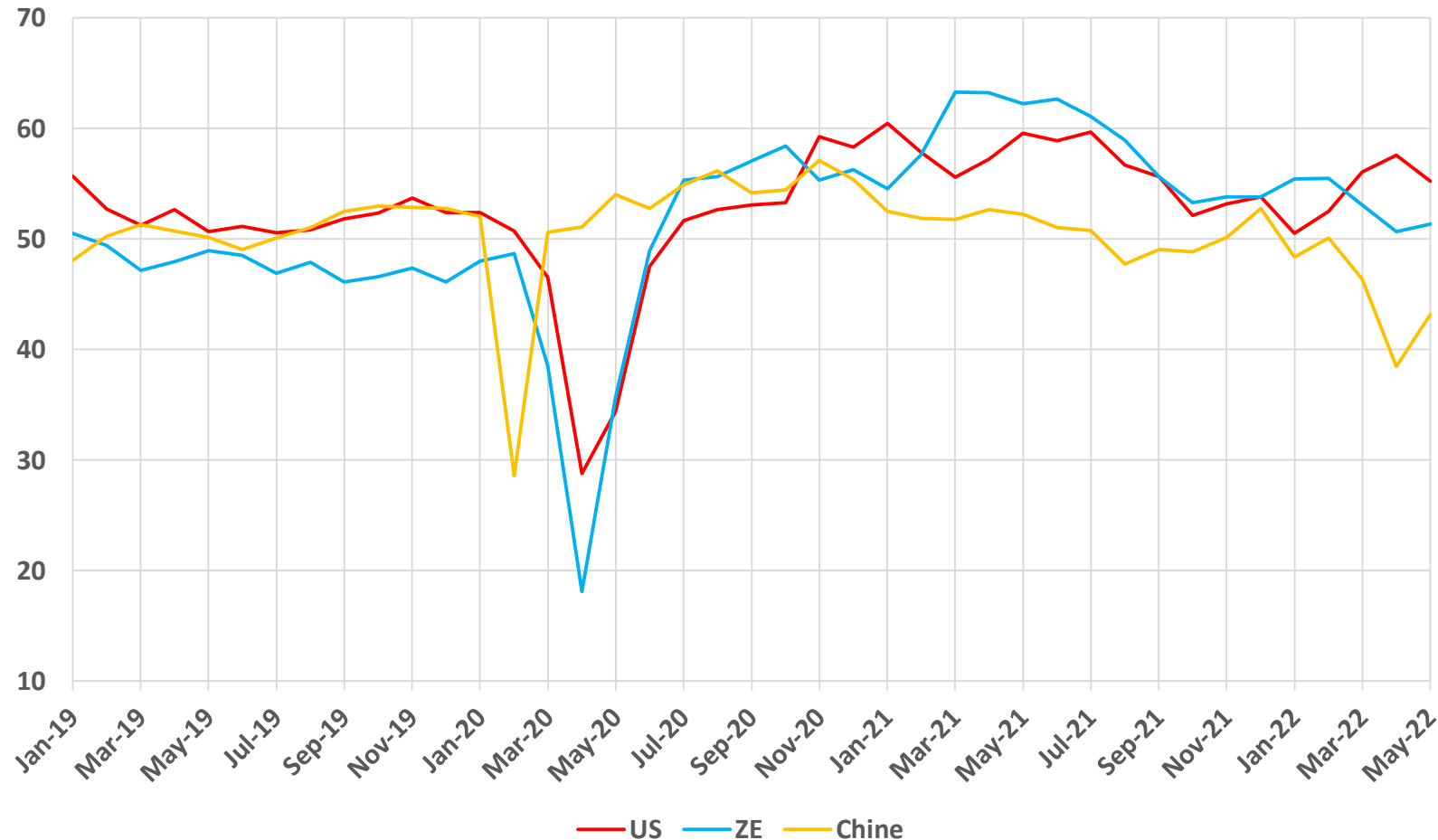
Sources : Insee, Banque de France (prévision 2022).



# Avec des impacts sur la croissance

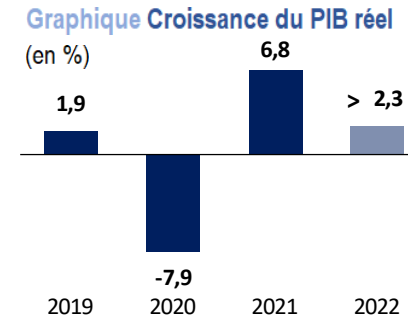
## Indices PMI Output Manufacturier ZE, US et Chine

Source : Markit, ISM ; dernières données mai 2022



# Avec des impacts sur la croissance

- « Prélèvement extérieur » : environ 2,5 % du PIB
- Choc Ukraine différent du choc Covid
  - Effet PIB moins brutal : ne justifie pas un nouveau « quoi qu'il en coûte »
  - Choc inflationniste et non déflationniste : pas de soutien de la politique monétaire
  - Choc plus durable : s'adapter au nouvel environnement



L'amortisseur public ne peut cette fois-ci jouer que partiellement

⇒ un effort équitablement réparti



**Entreprises:** leurs marges seraient affectées en 2022-2023 avant de retrouver un niveau proche du pré-Covid en 2024



**Ménages:** pouvoir d'achat affecté en 2022, se redresserait d'ici 2024. Aider les personnes (et notamment les plus touchées) plutôt que la consommation d'énergie



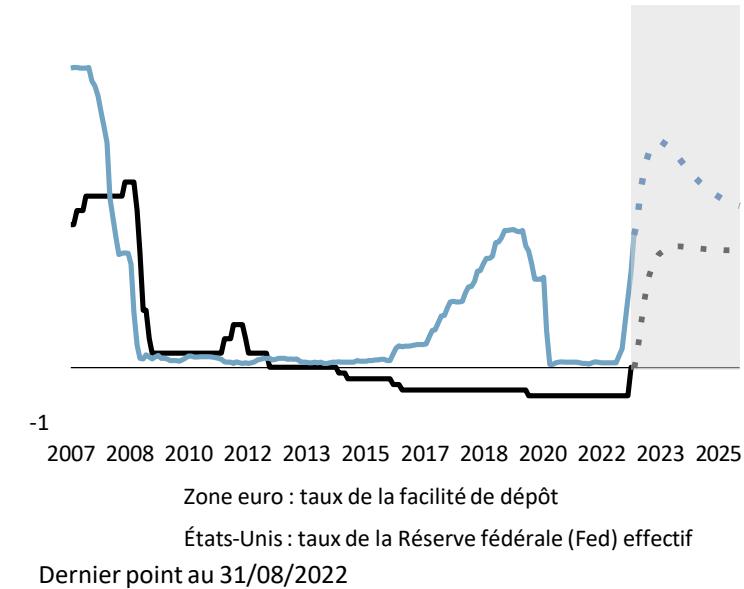
**État:** coût des premières mesures gouvernementales déjà proche de 50 milliards d'euros en 2022. **Viser des mesures ciblées et temporaires.**

# Et sur la politique monétaire

## Normalisation monétaire

- hausses de 50 pb en juillet (fin des taux négatifs); nouvelle hausse significative prévue en septembre
- aller d'abord vers le « taux neutre », actuellement estimé jusqu'à 2 %
- resserrement éventuel au-delà, si nécessaire pour remédier à l'inflation excessive
- création en juillet du nouvel « instrument de protection de la transmission » (≠ écarts de taux injustifiés, notamment sur l'Italie)

Graphique 10 Taux directeurs en zone euro et aux États-Unis (en %)



**L'inflation (et le pouvoir d'achat) est la première préoccupation aujourd'hui de nos concitoyens et des entreprises. Une inflation autour de 2% à moyen terme est aussi :**

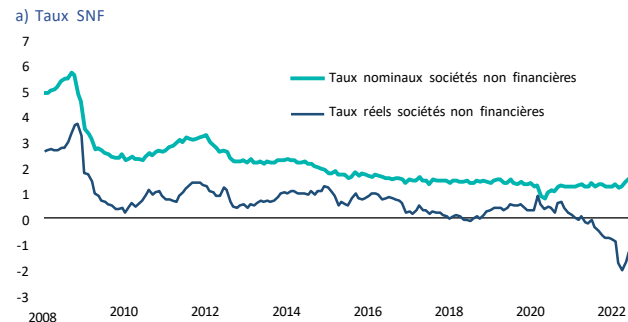
- **notre mandat**
- **notre engagement ferme**

# Et sur la politique monétaire

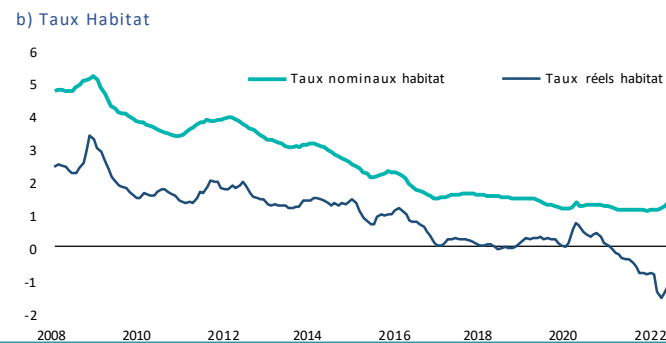
## Crédits bancaires aux entreprises et crédits immobiliers des ménages

- Taux **nominaux** historiquement bas, malgré une légère augmentation depuis fin 2021.
- Taux **réels** (après déduction des anticipations d'inflation) négatifs depuis 2021, restent favorables à l'activité économique.

### Taux des crédits aux entreprises



### Taux des crédits immobiliers



## État : taux des obligations souveraines françaises

Graphique 12 Taux des obligations souveraines de l'État français (en % annualisé)



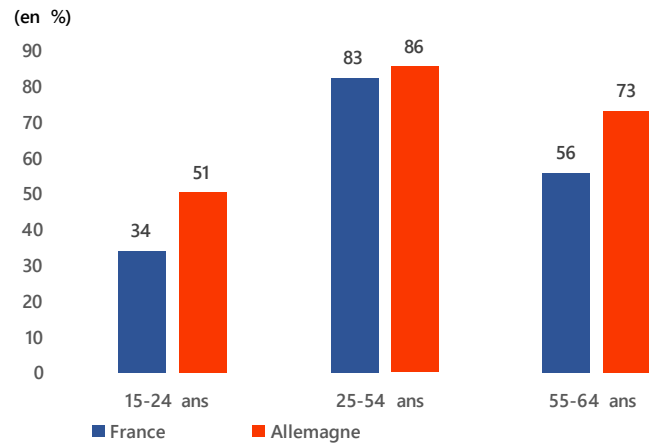
# Des défis spécifiques sur la qualification

**2,9 millions**  
demandeurs d'emplois

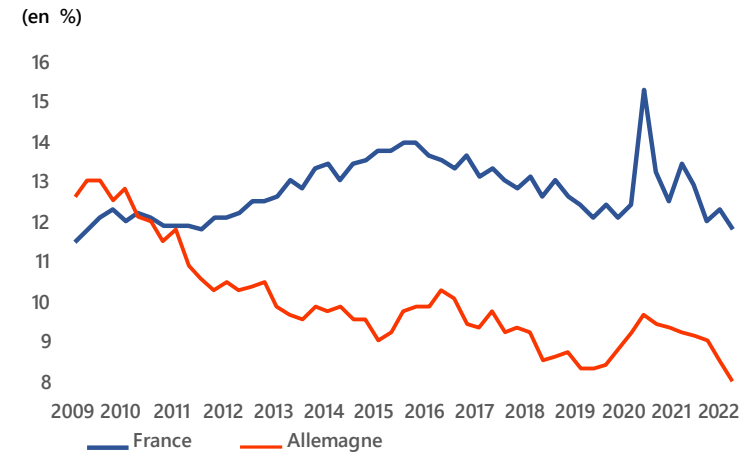
vs.

**350 000** emplois non pourvus  
**57 %** des entreprises éprouvent des  
difficultés de recrutement

Graphique 17 Taux d'emploi par classe d'âge en France et en Allemagne



Graphique 18 Part des jeunes entre 15 et 29 ans ni en études, ni en emploi, ni en formation, en France et en Allemagne



## Quelques leviers possibles, relevant naturellement du débat démocratique :

- ➔ **Pour tous** Formation professionnelle (optimisation CPF) ; ajustement de l'assurance-chômage ?
- ➔ **Pour les jeunes** Apprentissage et éducation
- ➔ **Pour les seniors** Réforme des retraites, si (i) juste (ii) engagement des entreprises envers leurs seniors ?

The background features a complex architectural drawing in black lines on a white background. On the left, there are concentric circles and hexagonal patterns. On the right, there are more intricate, layered structures. A large teal rectangular area is overlaid on the right side of the image, containing the title text.

# La conjoncture de la Martinique

## Un ralentissement de la croissance à partir de 2009

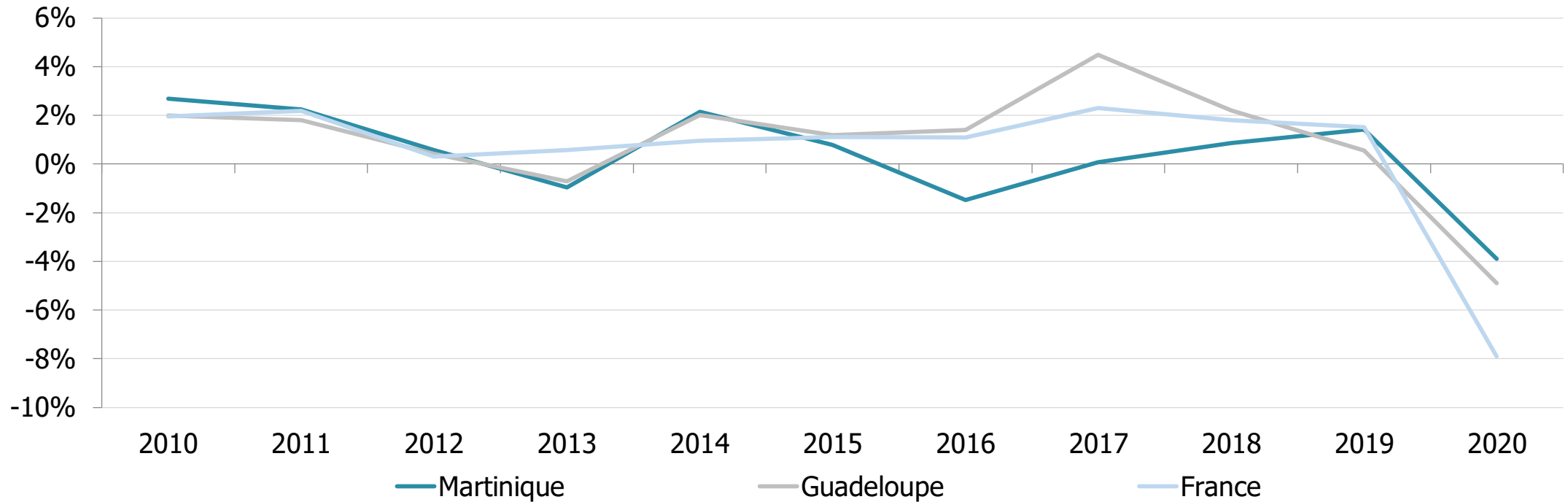
Passage d'une croissance dynamique à une croissance faible après les crises économique et sociale de 2009.

La Martinique a néanmoins le PIB par habitant le plus élevé des DOM (25 000 €).

	2008-2009		
	2000-2008	(crise)	2010-2019
Guadeloupe	3,3	-6,7	1,5
Martinique	2,9	-6,0	0,6
Guyane	3,9	3,6	1,9
France	1,7	-2,9	1,3

# Une croissance freinée par la crise sanitaire

## Taux de croissance du PIB (en volume)



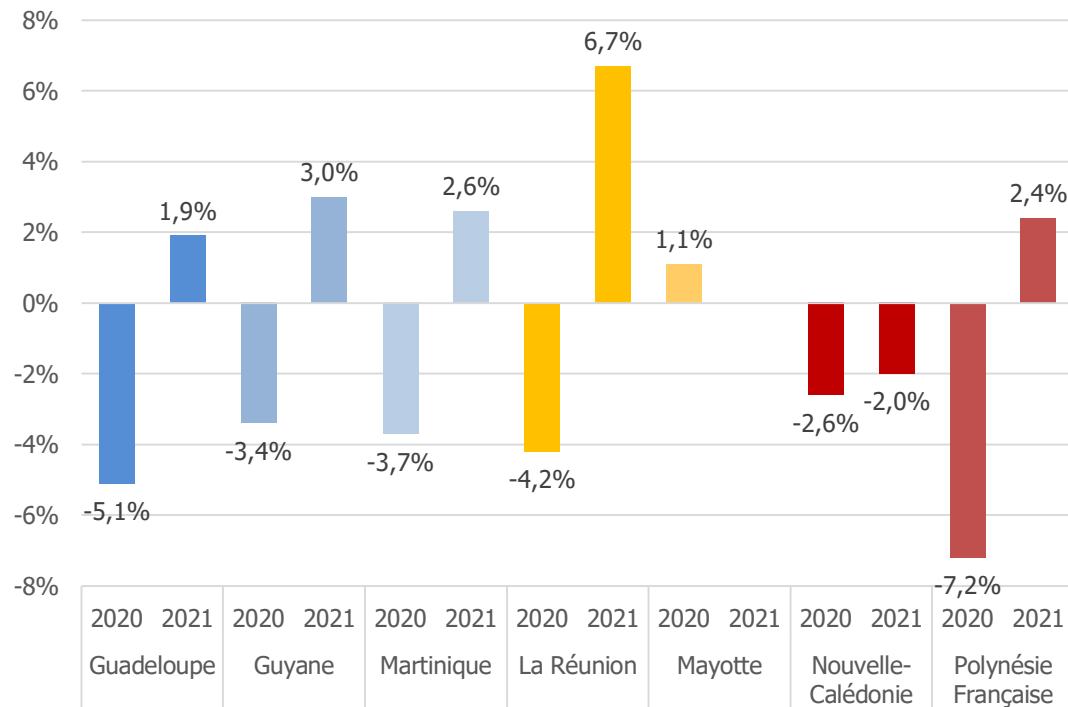
Sources: Insee, Comptes nationaux 2018 - CEROM, Comptes économiques rapides (Base 2014)



## ... Mais l'économie martiniquaise a quand même rebondi en 2021 (1) ...

- L'indice du climat des affaires est repassé au-dessus de sa moyenne de long terme (à 102 pts).
- 61% des entreprises répondant à l'enquête ont déclaré un chiffre d'affaires en hausse.
- Selon la DrFip, +9% de chiffre d'affaires en 2021 par rapport à 2020.

# Evolution du PIB dans les géographies ultramarines



La croissance du PIB en 2021 permet d'effacer entre les 2/3 et la totalité des pertes de 2020 sauf dans le Pacifique et en Guadeloupe

Rattrapage partiel en 2021, achevé en 2022 en Martinique

## ... Mais l'économie martiniquaise a quand même rebondi en 2021 (2) ...

Au niveau sectoriel :

- Bilan positif pour la filière agricole (+6% sur les exportations de banane)
- Dynamisme de l'industrie et du BTP  
(+6% sur les ventes de fioul / +12% sur les ventes de ciment)
- Performances mitigées pour le commerce  
(+14% sur les ventes automobile / +1% pour la grande distribution)
- Quelques secteurs demeurent sinistrés, en particulier le tourisme

## ... Notamment à la faveur des mesures d'aide

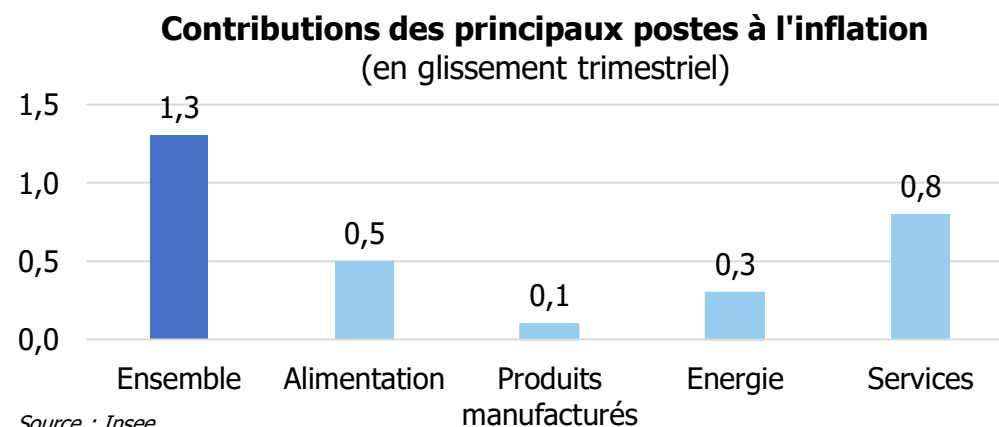
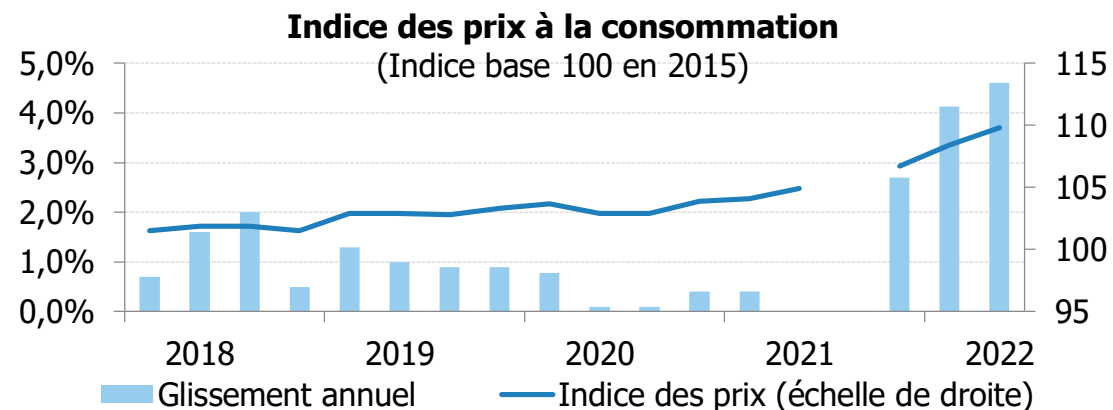
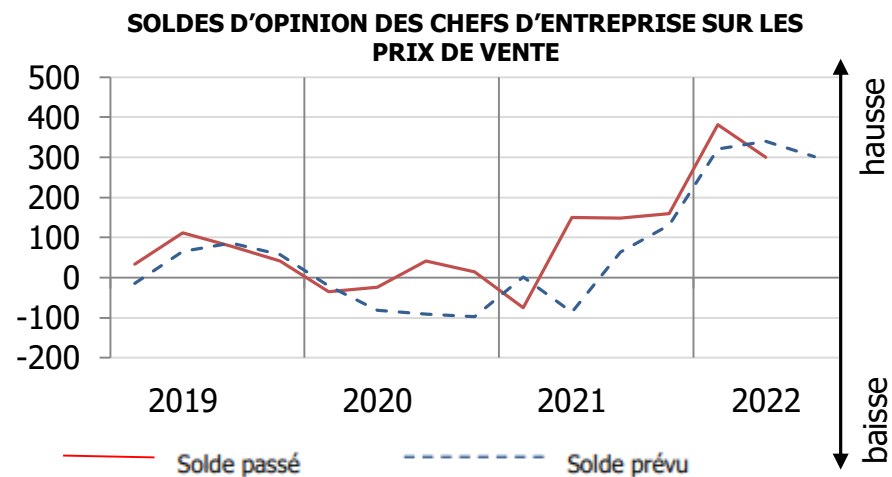
- France Relance : 140 M€ engagés / 2900 contrats aidés conclus
- Le chômage partiel : 43 M€ versés en 2021 / 112 M€ en 2020
- Prêts garantis par l'État : 826 M€ au total, dont 76 M€ en 2021

# Malgré de fortes tensions inflationnistes

- Les services et l'alimentation, plus gros contributeurs à l'inflation (en glissement trimestriel)

En moyenne, au T2, les chefs d'entreprise déclarent subir une hausse de leurs entrants de

## 19 %



## Quels risques potentiels de ralentissement?

- L'inflation devrait se poursuivre, avec notamment les discussions salariales en cours
- Dégradation des délais de paiement et de la trésorerie: tensions sur la liquidité, effet boule de neige.
- Normalisation en cours de la politique monétaire qui va générer une augmentation du coût du crédit

# Un modèle de croissance à construire

- Rattrapage post covid: comment aller plus loin?
- Principaux leviers de la croissance en Martinique: consommation et investissement.
- Développer les entreprises: rester vigilant face aux problèmes de liquidité dans un contexte d'extinction des aides.



●  
Saint-Pierre & Miquelon

● Siège - Paris

●  
●  
●  
●  
Saint-Martin  
Saint-Barthélemy  
Guadeloupe  
Martinique

● Guyane

● Mayotte

● La Réunion

● TAAF

**iedom.fr**





